



● Objectif client

Monoprix, la sécurité au service de la vente

Pour assurer ses ventes, Monoprix doit rassurer ses clients et ses équipes afin que chacun se sente en confiance dans ses magasins. Securitas a mis en place des solutions de sécurité adaptées à cette attente.

Interview de Mickaël Bettan, chef du pôle sûreté Monoprix



- **Le problème posé :** Protéger efficacement les magasins contre le vol et la malveillance pour faciliter l'acte de vente.
- **La solution Securitas :** Déployer des solutions de sécurité efficaces et harmonisées au niveau national grâce à un interlocuteur dédié.
- **L'interview :** « L'agent de sécurité est en contact direct avec nos clients. Il faut qu'il fasse preuve d'adaptabilité et de tact au quotidien. » [Lire la suite...](#)



édito

Continuer à investir dans l'avenir

La crise qui frappe le monde économique depuis 2009 a durement touché l'ensemble des entreprises. Les entreprises de sécurité privée n'ont pas été épargnées. La rentabilité s'est effondrée, entraînant des pertes abyssales. Des liquidations et des difficultés se sont propagées jusque dans le top 10 de la profession. Ce constat n'est pas seulement celui de Securitas. C'est celui de l'ensemble du secteur qui s'est réuni en colloque, le 19 octobre dernier, dans le cadre du Cercle des dirigeants propriétaires de sécurité (CDPS). Securitas France, malgré sa position, sa taille, son histoire et sa solidité, n'échappe plus à la nécessité de rééquilibrer, elle aussi, sa situation financière. Au 1^{er} janvier 2012, nous serons dans l'obligation de procéder à une hausse de nos prix entre 6 et 16 % sur l'ensemble de nos contrats. À défaut, nos services, la compétence de nos collaborateurs et la qualité de nos prestations pourraient rapidement être remis en cause. Nous devons continuer à assurer la montée en compétence de nos agents de sécurité et à pouvoir proposer à nos clients le meilleur service. Cela passe par une révision de nos tarifs. Cela passe également par la poursuite de notre politique de croissance externe. Notre division sécurité mobile vient d'acquiescer trois nouvelles sociétés. Ces acquisitions nous permettent de renforcer notre présence sur l'ensemble du territoire, d'être ainsi plus proches de nos clients et de continuer à augmenter nos compétences. Nous investissons dans l'avenir pour assurer la pérennité de notre entreprise. Excellente lecture à tous.

Michel Mathieu
Président de Securitas France

Actus nationales /

La crise contraint Securitas à augmenter ses tarifs

En raison de la situation économique difficile, Securitas est dans l'obligation de procéder à une hausse de ses prix à compter du 1^{er} janvier 2012. [Lire la suite...](#)

Triple acquisition pour la sécurité mobile

Securitas continue d'étoffer son réseau et sa couverture en France : la division sécurité mobile vient de procéder au rachat de trois sociétés spécialisées dans les solutions de sécurité mobile. [Lire la suite...](#)

● Questions Sécurité

Quelle subvention et quel calendrier pour le CNAPS ?

D'après le projet de loi de finances pour 2012, la subvention accordée par l'État au CNAPS devrait atteindre 10,5 millions d'euros. [Lire la suite ...](#)

Quelles évolutions dans la responsabilité pénale des donneurs d'ordre ?

Le donneur d'ordre est désormais responsable pénalement des sous-traitants employant des agents de sécurité sans carte professionnelle. [Lire la suite ...](#)

Pourquoi la création de la nouvelle organisation USP-Télesurveillance ?

Les clients, particuliers et entreprises voulaient pouvoir s'adresser à un interlocuteur représentant les professionnels du secteur de la télesurveillance. [Lire la suite ...](#)

Trouvez votre contact commercial en région



● Repères

La profession face à la crise

Les entreprises de la sécurité privée sont dans une situation économique délicate. Le Cercle des dirigeants propriétaires de sécurité (CDPS) a réuni les principaux acteurs de la profession pour faire le point et évoquer la hausse des prix comme moyen de redressement. [Lire la suite ...](#)

[Imprimer l'ensemble de ce numéro](#)

[Accueil](#) | [Express](#) | [Objectif client](#) | [Repères](#) | [Questions sécurité](#) | [Archives](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#)

[Une remarque sur cette page, ce site ?](#) [Securitas novembre/décembre](#) | [Imprimer l'ensemble de ce numéro](#)



Actus nationales

La crise contraint Securitas à augmenter ses tarifs

Depuis 2009, les entreprises de la sécurité privée, comme toutes les entreprises françaises, doivent composer avec une situation économique difficile. Dans un premier temps, Securitas a voulu préserver ses clients. Des efforts considérables ont été réalisés pour les aider à maîtriser leur budget sécurité et à franchir le cap de la crise. Securitas a adopté une politique de rigueur avec l'optimisation des exploitations par tous les moyens et la réduction des marges tout en maintenant un haut niveau d'exigence dans la qualité de ses prestations et dans la montée en compétence de ses collaborateurs. « *Désormais nous sommes arrivés à un point où nous avons consenti tous les efforts dont nous étions capables, explique Michel Mathieu, Président de Securitas France. Si nous voulons conserver notre professionnalisme et la qualité des prestations que nous mettons en place sur les sites de nos clients, nous nous retrouvons dans l'obligation de procéder à une hausse significative de nos prix comprise entre 6 % et 16 % selon la situation de chaque contrat.* » Cette décision visant à garantir la qualité des prestations sera communiquée par courrier individuel à chaque client à partir du 15 novembre. Les nouveaux tarifs entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2012.



À partir du 15 novembre 2011, les clients de Securitas seront informés individuellement du prix de leur contrat au 1^{er} janvier 2012.

Triple acquisition pour la sécurité mobile

Securitas continue d'étoffer son réseau et sa couverture en France. Courant octobre, la division Sécurité mobile du groupe a procédé au rachat de la société de sécurité privée APSG. Implantée à Vichy et opérant sur Vichy et Clermont-Ferrand, APSG est spécialisée dans les solutions de sécurité mobile, telles que les services de rondes de surveillance, les interventions sur alarme, les assistances à ouverture et fermeture de magasins, etc. En 2010, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 million d'euros pour 39 collaborateurs. Cette acquisition s'est poursuivie le 2 novembre par celles des filiales ECSAS Gardiennage et Europinter du Groupe Stanley Solutions. ECSAS Gardiennage est spécialisée dans les interventions sur alarme et les rondes de surveillance sur les secteurs de Bordeaux et de Saint-Paul de Vence. En 2010, l'entreprise a enregistré un chiffre d'affaires de 3,8 millions d'euros pour 56 salariés. Europinter est basée en Île-de-France. Elle propose à ses clients principalement des interventions sur alarme. En 2010, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 11,4 millions d'euros pour 69 salariés. Avec ces opérations de croissance externe, la division sécurité mobile de Securitas France continue d'étendre son maillage sur l'ensemble du territoire français, de monter en compétence et de se rapprocher de ses clients.

Pour plus d'information, contactez la direction de la division sécurité mobile de Securitas au 04 37 92 10 21.



Opérations de croissance externe pour la division sécurité mobile de Securitas France.

Région Île-de-France : le bon sens du Crédit Agricole

La collaboration entre Securitas et le Crédit Agricole Île-de-France a débuté en 2008 avec la sécurisation d'un premier pôle de bureaux à Paris. Elle s'est poursuivie en 2009 avec une prestation similaire sur un pôle de bureaux à Saint-Quentin en Yvelines, puis au data center de Chartres au début de cette année. Securitas contrôle les accès de chacun des sites concernés, opère une vidéosurveillance et veille à la sécurité incendie avec des agents de sécurité qualifiés « Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes » (SSIAP). Ces trois contrats représentent environ 200 agents de sécurité. « *Le Crédit Agricole cherchait une structure d'envergure, disposant d'un encadrement capable de manager des prestations à grande échelle, explique Thierry Dumont, directeur de l'agence Securitas de Courbevoie. Notre capacité à mettre en place un grand nombre de personnels compétents et opérationnels nous a permis de remporter ces contrats. Notre expertise a également fait la différence. Pour chaque site, le Crédit Agricole nous a demandé un audit de sécurité incendie et de sûreté des bâtiments. Un expert Securitas a été mobilisé à chaque fois pour analyser les lieux et faire part de ses préconisations.* » L'étendue des savoir-faire de Securitas est encore démontrée avec une nouvelle mission pour le Crédit Agricole : la sécurité de ses équipes et de ses biens lors de l'emménagement dans son nouveau siège social Ever Green à Montrouge (92).



Securitas est en charge de la sûreté et de la sécurité incendie de trois sites du Crédit Agricole en Île-de-France.

Pour plus d'information, contactez le service commercial au 01 53 98 13 08.

Région Nord : Nicolas Sarkozy en visite à Novance

Le président de la République Nicolas Sarkozy s'est rendu le 27 septembre dernier dans l'Oise pour visiter les installations de l'entreprise Novance, spécialisée dans la chimie renouvelable et les biocarburants. Securitas, présent depuis plus de dix ans sur le site, a été sollicité pour déployer un dispositif spécial de sécurité permettant de contribuer au bon déroulement de la visite du chef de l'État. Le coordinateur de site Securitas a rencontré les responsables de Novance pour dimensionner les besoins puis a participé à une réunion avec le préfet, le sous-préfet et le capitaine de gendarmerie pour arrêter l'effectif définitif. « Pour cette prestation exceptionnelle, nous avons déployé dix agents de sécurité ainsi que trois responsables. Postés à des endroits stratégiques en renfort des services sécurité de l'Élysée, les agents de sécurité Securitas ont parfaitement maîtrisé l'événement en contrôlant les accès de toutes les personnes venues écouter le discours du président de la République », explique Sébastien Saunier, responsable d'exploitation Securitas à l'agence Rouen HRI. Securitas contrôle quotidiennement les accès au site de Novance. Les visiteurs et le personnel représentent 300 personnes par jour. Lors de la visite de Nicolas Sarkozy, elles étaient 3000. La journée s'est très bien déroulée et les dirigeants de Novance ont témoigné toute leur satisfaction à l'équipe Securitas.

Pour plus d'informations, contactez le service commercial au 03 21 22 78 16.



Securitas a été sollicité pour déployer un dispositif spécial de sécurité lors de la visite du président de la République dans l'entreprise Novance.

Région Est : prévention industrielle

Les sites industriels ont besoin d'être protégés contre les risques extérieurs (intrusion, vandalisme, etc.), mais aussi contre les risques intérieurs, notamment les risques d'accident du travail. C'est le cas des sites de production de PSA Peugeot Citroën de la région Est. Securitas est présent en permanence pour contrôler les accès de jour, effectuer des rondes de surveillance la nuit et veiller à la sécurité incendie de certains bâtiments. Très régulièrement, la direction de PSA Peugeot Citroën demande à Securitas d'élargir ce dispositif à des prestations de prévention interne. « Les agents de sécurité sont appelés en renfort pour sécuriser l'intervention des prestataires ou des équipes PSA Peugeot Citroën, explique Nunzio Manuse, directeur de l'agence de Belfort. Il s'agit d'éviter toute présence inutile autour du chantier et de vérifier que les travaux sont exécutés conformément aux règles de sécurité. » La fréquence de ces besoins ponctuels a amené l'agence de Belfort à repenser ses process de recrutement pour gagner en réactivité. Dans certains cas exceptionnels, les délais de mise en place d'agents de sécurité peuvent être réduits à une journée, contre une semaine en temps normal.

Pour en savoir plus sur l'expertise de Securitas, contactez le service commercial au 03 21 22 78 16.



Régulièrement, la direction de PSA Peugeot Citroën demande à Securitas de réaliser des prestations de prévention interne pour éviter les accidents du travail.

Région Centre-Atlantique : sécurité sur toute la ligne

En remportant les appels d'offres lancés fin 2010 et mis en œuvre le 1^{er} février 2011 par la SNCF pour les gares de Nantes et d'Angers, Securitas confirme son savoir-faire dans le domaine des transports publics. En dehors des horaires d'ouverture, un binôme composé d'un agent de sécurité et d'un agent de sécurité cynophile effectue des rondes de surveillance aléatoires dans la gare de Nantes et aux alentours. Missions : éviter les dégradations de biens, le squat des rames en stationnement ou le vagabondage. En journée et en soirée, les gares de Nantes et d'Angers bénéficient de la présence d'agents de sécurité chargés de veiller sur le personnel, sur les usagers et sur les biens. « Notre présence a un effet dissuasif sur les personnes mal intentionnées, explique Emmanuel Parmentier, directeur de l'agence Securitas de Nantes. Dans le même temps, le dispositif visible a un effet rassurant et contribue à diffuser un sentiment de sécurité aux voyageurs. » Pendant les périodes de pointe, la protection est encore renforcée en gare de Nantes. Sa classification européenne impose la présence d'agents de sécurité qualifiés Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) pour veiller à la sécurité des passagers pendant les pics de trafic.

Pour en savoir plus sur l'expertise de Securitas en matière de transports publics, contactez le service commercial au 02 28 09 15 47.



En journée et en soirée, les gares de Nantes et d'Angers bénéficient de la présence d'agents de sécurité Securitas.

Région PACA : l'Ariane's Cup à bon port

La 32^e édition de l'Ariane's Cup s'est tenue à Cannes du 29 septembre au 2 octobre dernier. Créée en 1979, cet événement sportif rassemble tous les ans les industriels du secteur spatial européen autour d'un grand rallye nautique et de nombreuses festivités. Cette année, plus de 30 sociétés, 103 bateaux, 15 pays et 850 membres d'équipage étaient présents. Pour sécuriser cette semaine de régates, l'organisateur Thales Alenia Space a fait appel à Securitas. Les deux entreprises se connaissent bien, puisque Securitas est déjà en charge de la protection des locaux de Thales à Cannes la Bocca. Du montage au démontage, trois agents de sécurité et un agent de sécurité cynophile ont donc veillé, jour et nuit, sur les sites dédiés à l'Ariane's Cup : le quai où étaient amarrés les bateaux, les accès au vieux port et les chapiteaux où se déroulaient les soirées, concerts, animations et remises de prix. « *Nous avons une mission de sûreté consistant à contrôler les accès aux différents espaces du site et à veiller au bon déroulement des festivités nocturnes*, explique Rolando Marquez, directeur d'exploitation Securitas. *La difficulté consistait à gérer des équipages venus du monde entier et faisant des allées et venues sur les sites. Heureusement, nous avons prévu des agents de sécurité bilingues anglais. Certaines soirées ont ainsi accueilli plus de 3 000 personnes sans fausse note. Tout s'est très bien déroulé.* »

Pour plus d'information sur la sécurisation de vos événements, contactez le service commercial au 04 37 40 27 85.



L'Ariane's Cup 2011 a accueilli plus de 300 bateaux et 850 membres d'équipage sous la protection de Securitas.

Région Centre-Est : sécurité itinérante

L'agence de communication Le Public Système, spécialisée dans l'organisation d'événements publics, a confié à Securitas la sécurisation du dispositif déployé à l'occasion de la campagne d'information lancée par l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM). Cette opération nationale vise à faire évoluer l'attractivité de ce secteur auprès des jeunes. Une tournée d'information de 19 dates a lieu dans toute la France. Dans chaque ville visitée, des stands sont installés en plein air pour recevoir les personnes intéressées. L'agence de communication cherchait une solution pour protéger son dispositif pendant les nuits : les stands sont intégrés à deux caravanes et deux voitures qui contiennent notamment des écrans, des ordinateurs et du matériel de sonorisation. « *Notre couverture géographique nous a permis de répondre au besoin du client*, explique Guillaume Couturier, chargé d'affaires à Securitas. *Dans chaque ville étape, nous déployons un agent de sécurité cynophile et un poste central mobile de sécurité pour les commodités. De cette manière, nous pouvons veiller sur la zone pendant la nuit et permettre à nos agents de sécurité de remplir leur mission dans les meilleures conditions, quel que soit l'endroit retenu pour l'exposition itinérante.* »

Pour plus d'information sur notre offre de sécurité ponctuelle, contactez le 0800 00 48 52.



Securitas sécurise une campagne d'information dans toute la France au profit de l'Union des industries et métiers de la métallurgie.

Imprimer l'ensemble de ce numéro

Accueil | Express | Objectif client | Repères | Questions sécurité | Archives | Contactez-nous | Mentions légales
Une remarque sur cette page, ce site ? Securitas novembre/décembre | Imprimer l'ensemble de ce numéro



Distribution



Monoprix, la sécurité au service de la vente

Pour assurer ses ventes, Monoprix doit rassurer ses clients et ses équipes afin que chacun se sente en confiance dans ses magasins. Securitas a mis en place des solutions de sécurité adaptées à cette attente.

Interview de Mickaël Bettan, chef du pôle sûreté Monoprix



Pouvez-vous nous présenter le groupe Monoprix ?

Le groupe Monoprix regroupe aujourd'hui cinq enseignes et plus de 400 magasins de proximité à travers la France, tous situés en centre-ville. Monoprix est l'enseigne phare du groupe avec une offre complète qui va de l'alimentaire à la parfumerie en passant par le textile, la maison et les loisirs. Nous possédons également les enseignes Monop', Dailymonop, Beautymonop et Naturalia.

Quels sont vos besoins en matière de sécurité ?

Nous avons besoin d'agents de sécurité pour veiller à la sécurité de nos clients, de nos collaborateurs, de nos biens et de nos locaux. Nous mettons l'accent sur la malveillance et sur la démarque inconnue. Les vols ont un impact réel sur le chiffre d'affaires et nous faisons en sorte de les limiter au minimum. Mais nous ne voulons pas que notre politique de sécurité se résume à la seule lutte contre le vol. L'objectif global de Monoprix est d'améliorer le quotidien des clients qui fréquentent chaque jour nos magasins. Nous avons donc besoin d'un service qui soit à la fois rassurant et discret afin que nos clients et nos équipes se sentent accueillis et en sécurité. De cette manière, nous protégeons les opérations de vente qui sont au cœur de notre métier.

Quelles missions avez-vous confiées à Securitas Distribution ?

Nous avons confié à Securitas Distribution une mission globale de surveillance humaine dans 89 magasins en France. La majorité des agents de sécurité sont postés en arrière caisse, en tenue, et ont un effet préventif et dissuasif. Des agents de sécurité prévol parcourent le magasin en civil pour repérer les éventuels délits. Ils sont assistés par des agents de sécurité vidéo opérateurs. Le système mis en place est suffisamment discret pour que nos clients ne remarquent pas immédiatement les moyens mis en oeuvre et suffisamment présent pour être dissuasif et rassurer les équipes, notamment celles de soirée.

Quelle est, selon vous, la valeur ajoutée de Securitas Distribution ?

Securitas Distribution possède un réseau national qui correspond à notre propre maillage du territoire. Les garanties concernant le respect de la législation sociale et du cadre juridique des métiers de la sécurité privée répondent également à nos exigences. Enfin, il faut aussi parler du professionnalisme des agents de sécurité qui sont tous des spécialistes de la distribution. C'est important, car ils sont au contact direct de nos clients. Il s'agit souvent de la première et de la dernière personne que nos clients croisent dans nos magasins. Il faut donc qu'ils fassent preuve d'adaptabilité et de tact au quotidien.

Les chiffres clés

Plus de **400** magasins du groupe Monoprix en France

Chiffre d'affaires 2010 : **4 milliards d'euros**

1 000 agents de sécurité Securitas

89 magasins protégés par Securitas Distribution

Le problème posé

Le pôle sécurité du groupe Monoprix est très attentif à la réactivité et à la disponibilité de son partenaire sécurité. En cas de problème particulier dans un magasin, en cas de manifestation ou de tout autre événement imprévu, Monoprix attend une réponse rapide, quelle que soit la localisation du magasin. Le profil des agents de sécurité doit également correspondre aux attentes opérationnelles du groupe : être autonome pour travailler directement avec le directeur du magasin et ses équipes, être polyvalent sur les missions d'arrière caisse ou de vidéo surveillance et, enfin, faire preuve de sens relationnel dans ses nombreuses interactions quotidiennes avec les clients de l'enseigne.

La solution apportée

Grâce à sa couverture géographique et à sa structure opérationnelle, Securitas Distribution a pu dédier un interlocuteur unique au niveau national pour gérer l'ensemble des magasins Monoprix et Monop'. Au sein de Securitas Distribution, l'information circule rapidement entre le responsable national, les directeurs des opérations et les chefs de secteur pour garantir réactivité et efficacité au client. Les échanges sont suivis par la direction de la sûreté Monoprix qui bénéficie également d'un reporting mensuel complet. En cas de besoin supplémentaire, de mise en place ou de renouvellement d'agents de sécurité, l'expérience des chefs de secteur leur permet de trouver le profil correspondant aux valeurs de Monoprix, puis de les former spécifiquement à la distribution grâce au savoir-faire de L'Ecole Securitas.

Événement

La profession face à la crise

Les entreprises de la sécurité privée sont dans une situation économique délicate. Le Cercle des dirigeants propriétaires de sécurité (CDPS) a réuni les principaux acteurs de la profession pour faire le point et évoquer la hausse des prix comme moyen de redressement.

Réunis en colloque le 19 octobre 2011, le Cercle des dirigeants propriétaires de sécurité (CDPS), le Syndicat national des entreprises de sécurité (SNES) et l'Union des entreprises de sécurité privée (USP) ont dressé un portrait très dégradé du secteur de la sécurité privée. Leurs entreprises, « *qui sont des entreprises comme les autres* », sont dans une situation économique « *catastrophique* » avec des marges « *laminées* » par un marché sans cesse « *tiré vers le bas* ».



Le « carcan » des charges sociales

Explication principale : la part grandissante des coûts sociaux qui constituent la composante essentielle du prix d'une prestation de surveillance humaine. Michel Mathieu, président de la commission sociale de l'USP, a rappelé que ces charges allaient encore progresser de 6 % en 2012. « *Sur ces 6 %, 4 % sont dus à des augmentations de taxes ou de nouvelles décisions gouvernementales*, a-t-il précisé. *La modification de la loi Tepa* sur le régime d'allègement des charges sociales sur les heures supplémentaires représente 1,2 % de l'augmentation à elle seule. Les modifications de la taxe CFE/CVAE, l'ancienne taxe professionnelle, pèsent également 1 %. Et enfin l'augmentation des autres taxes liées au transport, à l'accord de prévoyance, à l'apprentissage, au parcours de professionnalisation, aux mutuelles, aux accidents du travail, etc. représentent un total de 1,8 %.* » Sans oublier le rattrapage des coûts sociaux de 2011. « *Les coûts sociaux 2011 ont été sous-évalués*, a expliqué Pierre-André Testard, président de la commission sociale du SNES. *Du fait de l'augmentation moyenne de l'ancienneté, de l'annualisation de l'allègement Fillon, et de l'augmentation sociétale des coûts prud'homaux, les coûts sociaux non prévus en 2011 nécessitent un rattrapage en 2012 estimé entre 0,25 et 0,40 %.* » Comme le résume Nicolas le Saux, P-dg d'Uniprotect, « *les entreprises de sécurité privée sont coincées par leurs coûts sociaux. C'est un carcan dont il faut sortir.* »

Revoir les politiques tarifaires

Pour faire face, un seul moyen possible selon Pierre Brajeux, président du CDPS : « *la survie de nos entreprises dépend de nos prix et du succès de nos revalorisations* ». Des revalorisations inéluctables au vu de la tendance inflationniste actuelle (+2,3 % contre 1,8 % en janvier 2011) mais à certaines conditions explique Kai Bandilla, vice-président de Simon-Kucher & Partners, cabinet de conseil intervenant sur les stratégies de prix : « *le prix est le dernier levier de rentabilité possible lorsque tout a déjà été fait dans l'entreprise pour sauver ses marges. Il faut alors redonner de la valeur au service* ». Une démarche dans laquelle beaucoup d'entreprises de la sécurité privée souhaitent s'engager. Mais comment négocier et défendre ses marges ? Eric Chenevier, P-dg de Goron, explique son approche : « *Premier point, il ne faut pas hésiter à abandonner du volume s'il ne contribue pas à l'entreprise. Deuxième point : les services additionnels ne doivent pas être donnés gratuitement. À chaque besoin doit correspondre un devis et un prix. Cette relation transparente avec le client contribue non seulement à la rentabilité de nos entreprises mais aussi à la fidélité de nos clients.* » Le secteur de la sécurité privée est donc à un carrefour de son histoire, tant au point de vue réglementaire avec la création du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), que du point de vue économique. « *Le temps est venu d'un vrai partenariat efficace et responsable où l'équilibre économique doit être retrouvé pour sauver nos entreprises* », a conclu Pierre Brajeux. Leur espoir dans ce climat morose : toutes les parties présentes au colloque se sont accordées pour positiver sur la qualité des services proposés par la profession et souligner leur apport dans la chaîne de valeur de leurs clients.

* Loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Imprimer l'ensemble de ce numéro

Accueil | Express | Objectif client | Repères | Questions sécurité | Archives | Contactez-nous | Mentions légales
Une remarque sur cette page, ce site ? Securitas novembre/décembre | Imprimer l'ensemble de ce numéro



Questions de sécurité

Quelle subvention et quel calendrier pour le CNAPS ?

Le volet financement du futur Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) continue d'avancer. D'après le projet de loi de finances pour 2012, la subvention accordée par l'État devrait atteindre 10,5 millions d'euros. Ce budget sera imputé sur les crédits alloués au ministère de l'Intérieur et sera complété par deux taxes : une taxe de 0,5 % sur le chiffre d'affaires des entreprises de surveillance et un prélèvement de 0,7 % de la masse salariale des agents de sécurité des services internes des entreprises. Au total, le CNAPS pourra employer 214 équivalents temps plein, « par redéploiement au sein du plafond d'emplois ministériel », précise le projet de loi de finances. Une première équipe de contrôleurs devrait être sur le terrain au tout début de 2012. Le basculement des préfectures vers les commissions régionales du CNAPS sera progressif. Fin 2012, elles seront toutes en place. À terme, une centaine de contrôleurs travailleront pour le CNAPS et les commissions régionales. D'anciens fonctionnaires de la police, de la gendarmerie ou encore des douanes, ainsi que des professionnels de la sécurité seront notamment recrutés.

Sources : AISG, dépêche n° 4294 du mercredi 28 septembre 2011 et dépêche n° 4160 du mardi 13 septembre 2011

Quelles évolutions dans la responsabilité pénale des donneurs d'ordre ?

Depuis la loi du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité, le fait d'employer une personne non titulaire de la carte professionnelle est une infraction passible de deux ans de prison et de 30 000 euros d'amende. La deuxième version de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (Loppsi 2) est venue étendre le champ d'application de cette infraction. Désormais, la loi du 12 juillet 1983 prévoit non seulement la responsabilité pénale du donneur d'ordre qui emploierait directement un salarié non titulaire d'une carte professionnelle, mais également la responsabilité pénale du donneur d'ordre dont les sous-traitants emploieraient des agents de sécurité sans carte professionnelle. Dans une circulaire du 5 septembre 2011, le ministère de la Justice explique ce durcissement par la nécessité de « moraliser l'ensemble de la chaîne de la sécurité privée ».

Source : AISG, dépêche n° 4119 du mercredi 7 septembre 2011

Pourquoi la création de la nouvelle organisation USP Télésurveillance ?

L'Union des entreprises de la sécurité privée (USP) annoncera courant novembre la création de l'USP Télésurveillance. Cette nouvelle organisation professionnelle aura pour ambition de rassembler les acteurs de la télésurveillance et d'effectuer un rapprochement constructif et durable avec les autres adhérents de l'USP. « Les utilisateurs, particuliers et entreprises ont exprimé le besoin de se tourner vers un interlocuteur de référence, fiable et représentatif, capable de répondre à leurs questions », a expliqué Franck Namy, président d'USP Télésurveillance au magazine *Sécurité privée*. Nos clients souhaitent également de plus en plus travailler avec des prestataires qui leur proposent des solutions de sécurité globales. » Pour ces raisons, il a été décidé de se rapprocher de l'USP et des autres acteurs de la sécurité privée que sont les entreprises de surveillance, de conseil et de vidéoprotection. Dans un premier temps, la structure USP Télésurveillance accueillera les professionnels travaillant dans le secteur de la télésurveillance : constructeurs, conseils, éditeurs, installateurs, télésurveilleurs, intervenants. Pour Claude Tarlet, président de l'USP, cette stratégie est un excellent moyen de faire reconnaître et valoriser les acteurs de la télésurveillance. « En France, le marché de la télésurveillance est en pleine croissance, mais souffre d'une mauvaise image et d'une certaine méfiance. Ainsi structurée, cette organisation sera plus à même de représenter l'ensemble de la profession et de défendre ses intérêts. »

Source : *Sécurité privée* n° 17, septembre-novembre 2011

